

RUANDA-URUNDI

Service Pénitentiaire

Prison de *Ruhengeri Kigali**frais payés le 18/12/54*
*Reçu n° 981/0209/c**6545*
*RE-15516*Nom : *GASHUGI André*Origine : *Gitenga*Chefferie : *Kibali*Territoire : *Ruhengeri*Profession : *Capita-vendeur*N° du R.E. : *~~1254~~ ~~15516~~ 6545*

Formule dactyloscopique :

Arrêté le : *6 mars 1954*Condamné le : *30. 7. 54 à* *Un an de S.T.P.*
*75f. frais au 7/1. c. de jugt*1/4 de peine : *(4.6.54) après jugt*Sorti le : *6. 3. 55 / ~~13. 3. 55~~*Transféré le : *9 mars 1954 à Kigali*

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

LE GARDIEN.



Proposition de Libération conditionnelle.

Indentité : GASHUGI André (nom - prénoms)
fils (fille) de Mihayo (av) et de Gicondo (av)
Originaire de Rulindo, chefferie Bumbogo, territoire de Kigali
Âgé de
Profession : capita-vendeur au service du sieur Hussein Meghji

Frais : 75 frs.

Juridiction qui a prononcé la sentence	Tribunal de Résidence du Ruanda
Date du jugement	30 juillet 1954
Motif de la condamnation	Détournement
Durée de la servitude pénale principale	1 an
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	6 mars 1954
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	4. 6. 54 après jugt
Evasions	
Date de libération définitive	6. 3. 55

RESERVÉ A L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Résumé des circonstances de l'infraction — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Condamné primaire, adulte valide, monogame, père de 9 enfants, capita-vendeur au service du sieur Hussein Meghji

a frauduleusement détourné au préjudice de son employeur Hussein Meghji une somme totale de 19.513 frs.

Defavorable
10/12/54.
Rohy,

L'officier du Ministère Public.

frumelini 20/12/54

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. - Après trois mois dans les cas contraires.
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle.

Date approximative de naissance

Décision de l'autorité administrative

Renseignements du Gardien de Prison

sur la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, les ressources de celle-ci, etc...

A House of

Def. or ab. 11. XII 1954

Rs. 11.

Résidence d. Uvumba

N° 15516 R.E./

Prison de Kigali

R. M. P. N° 4852/D

FICHE DU DÉTENU

CASHUGI André

Originaire de la chefferie Yribali

Territoire Buhengeri

Résidence ou district Uvumba

Condamné le 30-7-54, par T.R.R.

à Un an de s.p.p. 45-f. frais ou 7 jours c.p.e.
du chef de détournement

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît

PUNITIONS

Dates	Motif	Peine
	<i>néant</i>	

TELEGRAMME D'ETAT. -



Adresse du GARDPRISON
destinataire KIGALI

TEXTE :

N° 2993 /21/JUST 4 DETENU GASHUGI ANDRE NOUVELLEMENT
TRANSFERE DE KIGALI RUHENGARI DECLARE AVOIR PAYE FRAIS
PEU AVANT TRANSFERT STOP REPONSE URGENTE FULLSTOP

GARDPRISON

----- *Clare* -----
Indications non télégraphiées : Exp.: Commissaire de Police
à Ruhengeri.-



Ruanda=Urundi

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de RESIDENCE DU RUANDA, SÉANT A KIGALI

Conseil de guerre

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de 1^{re} Instance, résidant à Kigali

Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de Kigali

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé GASHUGI André, préqualifié

condamné par jugement du

Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali

Conseil de guerre de

du 30 juillet 1954, devenu irrévocable le 9 août 1954

à / de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de / (ou) à SEPT JOURS

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de SEPTANTE CINQ FRANCS

montant des frais du procès (ou) à / de contrainte par

corps faute de verser la somme de / montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A. Kigali, le 17 août 1954

L'Officier du Ministère Public,
E. LAMY,

Date expiration s.p.p.

libéré conditionnellement le

Nomine e Section de Prison.

Je vous en salue 25/1754, à l'usage de la main
qui il vous présente un ami de l'ancien après la condamnation
je vous salue que je en suis fier après à la fin, après cette en.
dame de la : il est de la : en la prison de Ruchberg pour y
subir la peine

Bien à vous

Amour,

PARQUET DU RUANDA

KIGALI.

AVIS DE FIXATION AU GARDIEN DE LA PRISON DE KIGALI.

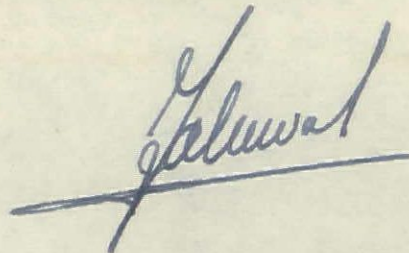
=====

Le dossier P.M.P. N° 4852/0

en cause de 1) Gasungi
2)
3)
4)
5)

détenus préventivement, a été envoyé en fixation devant le Tribunal
de T.R.R

Kigali, le 28-5- 1957.-
Le Secrétaire du Parquet,



RESIDENCE de Ruanda
Territoire de Kigali

AVIS DE TRANSFERT

Nous soussigné

BEEL Jacques Gardien de Prisons
à Kigali

mandons M. le Gardien de la Prison de

Ruhengeri

de vouloir bien incarcérer les nommés:

~~le nommé~~ GASHUGI Andre,

Fiche libération conditionnelle suivra dès que revenue
d'Usumbura

prévenus de

condamné pour détournement

infraction prévue par :

Art. 95 du C.P.L.T.T

mis en détention préventive depuis le

6 - 3 - 54

suitant pièce dont copie ci-jointe

T.V.A.

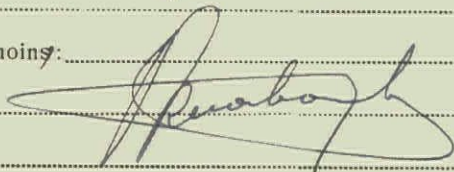
Kigali, le 12. 8. 54
le Gardien de Prisons

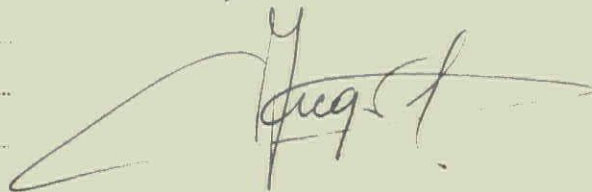
Escorte :

Policier : GAFIZI

de Uusenzi

Témoins :







RM.P. 4652/D

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda à Kiali
Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de Gashugi André préqualifié

prévenu de détournement (Art. 95 du C.P. L.II)

Vu l'ordonnance en date du 11 mars 1954
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 30 avril 1954

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 30 mai 1954

Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda à Kigali
Police de

A. BOURGEOIS,

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No

4852/D.

Reg. du rôle. No

1163

TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A
KIGALI

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^o Instance, résidant à Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Kigali

de recevoir et emprisonner le nommé GASHUGI André, préqualifié

condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali

en date du 30 juillet 1954, devenu irrévocable le 9 août

1954

à UN AN de SPF.

du chef de détournement

Kigali . le 30 juillet

19 54

L'Officier du Ministère Public

E. LAMY,

Date d'arrestation :

CONGO BELGE

Tribunal de Recherches
Territoire de Recherches

N° 931/0209 /C

REÇU de M. Pashur A.

la somme de septante six francs

suivant détail ci-dessous : TOTAL FRS 75

Amendes autres que Trib. Police, Terr. ou Centre	Frais	Amendes et Frais Pol. Terr. Centre	Droit Proportionnel Som. allouées	Produit Confiscations Judiciaires	Depôt Actes et Procurations	Autres Recettes (1)
	<u>75</u>					

(1) Objet de la recette autre :

MP 4852 p. vol 1163

A Recherches, le 18/11/00
(Nom) Le Comptable Cham
(Signature) J. Smeij

N.A.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

suppléant

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda, résident à Kigali
Police de (1) -

Vu les pièces de l'instruction à charge de GASHUGI AMRE, munyarwanda, préqualifié, détenu
à la prison de Kigali

prévenu de Détournement, art. 95 C.F.I.11.

Vu l'ordonnance en date du 16 mars 1954
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions :

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 31 mars 1954

et vu l'article 36 du présent décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux
conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 30 avril 1954

Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda, résident à Kigali
Police de
I. REISDOREFF.

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves
et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

supplément

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

Résidence de a Paris, résident à Paris

Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de

GABRIEL André,

marié, né le 11/11/14,

admis à la prison de Paris

prévenu de Détournement, art. 95 C.P.P.

Vu l'ordonnance en date du 16 mars 1952

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M

agréé par

nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 16 mars 1952

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à

le

31 mars

1952

Le Juge du Tribunal de

Résidence de a Paris, résident à Paris

Police de

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

L'an mil neuf cent vingt et quatre le soixième jour du
mois de mars suppléant

Par devant Nous, J. BISSOU, Juge de Tribunal de Résidence des Guinea, à Kissidji,
Juge de Tribunal de Police de - Kissidji a comparu le nommé ABDOU, MARY-RABDO,
proqu Coast, détenu à la prison de Kissidji

L'Officier du Ministère Public a exposé qu'une instruction du chef de

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité, que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose:

L'an mil neuf cent cinquante quatre , le seizième jour du mois de mars 1954

Nous, I. Aristodème Juge du Tribunal de Résidence de W. Manda, à Mogili
Juge de Police de

Attendu que le nommé BOUCHET
est prévenu de détournement
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Montpellier

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de prison, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la requisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale,

Ordonnons que le nommé Mohamed El Hachimi
soit conduit et détenu à la prison de Sétif

Notifié au prévenu le 195...

Le Juge. — *—*

• كذا •

Signalement :

Taille

Cheveux

Sourcils

Yeux

Front

Nez

Bouche

Menton

Barbe

Figure

Signes particuliers :

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

(Conseil -- de -- guerre

la première instance d'Alger, le 11 juillet 1954

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

GASBUCI, marié, algérien, fils de **Abdel** (ev) et de **Benou** (ev) originaire de la colline d'Alger, sous-chef de bureau, chef de bureau, territoriaux de l'Algérie, résident au Centre de l'Algérie à Alger, 3e et 4e arrondissement, chef de bureau, marié à **Benou**, 9 enfants, ancien soldat militaire.

prévenu de rétrogradation,

infraction prévue par l'art. 1er

art. 1er

Attendu que (1) le prévenu est en aveu (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de deux à trois ans de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit **GASBUCI**, inculpé, soit

soit arrêté et conduit à la maison centrale d'Alger

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Alger, le 11 juillet 1954

L'Officier du Ministère Public,

Arrêté le

par

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

G.G

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le sième
jour du mois de mars
Nous, NEVEJANS Daniel, Agent Territorial Principal
en Territoire de Ruhengeri, Officier de Police Judiciaire à compétence
générale
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
saisi le nommé G A S H U G I André, fils de Mihayo (ev.)
et de Gicondo, originaire du Territoire de Kigali
chefferie Bumbogo, sous-chefferie Karuranga
colline Rwahi, résidant à Gitenga, cheff. Kibali, Ruheng
ri
inculpé de Détournement et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
à la prison de Kigali.-

(Réf. tél. n° 464/Just. du 2/3/54
du Commissaire de Police de Kigali.)

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,

D. NEVEJANS.-

(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.

G.G

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le sixième
jour du mois de mars
Nous, NEVEJANS Daniel, Agent Territorial Principal
en Territoire de Ruhengeri, Officier de Police Judiciaire à compétence
générale
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
saisi le nommé G A S H U G I André, fils de Mihayo (ev.)
et de Gicondo, originaire du Territoire de Kigali
chefferie Bumbogo, sous-chefferie Karuranga
colline Rwahi, résidant à Gitanga, cheff. Kibali, Ruhengeri
inculpé de Détournement et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
à la prison de Kigali.-

(Réf. tél. n° 464/Just. du 2/3/54
du Commissaire de Police de Kigali.)

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,

D. NEVEJANS.-

(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infraction.

RESIDENCE DE RUANDA

AVIS DE TRANSFERT

Territoire de RUHENGARI

Nous soussigné NEVEJANS Daniël

Gardien de Prison à Ruhengeri

mandons M. le Gardien de la Prison de Kigali

de vouloir bien incarcérer les nommés : GASHUGI André

prévenus de : Détournement

infraction prévue par :

mis en détention préventive depuis le 6 mars 1954

suivant pièce dont copie ci-jointe Dossier pénitentiaire et P.V d'Arrestation

Ruhengeri, le 9 mars 1954

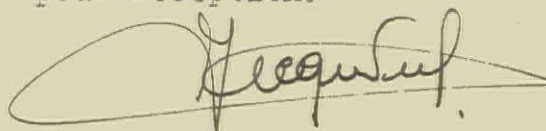
LE GARDIEN DE PRISON.

D. NEVEJANS.-

Escorte : RUENESHA, policier

Témoins :

Prière de nous renvoyer un exemplaire
signé pour réception.-



RESIDENCE DE RUANDA

AVIS DE TRANSFERT

Territoire de RUHENGARI

Nous soussigné NEVEJANS Daniël

Gardien de Prison à Ruhengeri

mandons M. le Gardien de la Prison de Kigali

de vouloir bien incarcérer les nommés: GASHUGI André

prévenus de: Détournement

infraction prévue par:

mis en détention préventive depuis le 6 mars 1954

suivant pièce dont copie ci-jointe Dossier pénitentiaire et P.V d'Arrestation

Ruhengeri, le 9 mars 1954

LE GARDIEN DE PRISON.

D. NEVEJANS.-

Escorte: RULEMESHA, policier

Témoins:

Prière de nous renvoyer un exemplaire
signé pour réception.-